République tchèque : prête à accueillir des réfugiés… sur une base volontaire

Description

Par Céline Bayou (sources : *Radio Praha, České Noviny, Mladá fronta Dnes*)

Comme bon nombre d'autres pays européens, la République tchèque a réagi assez négativement à la proposition faite par le Conseil européen de fixer pour chaque pays de l'Union des quotas d'accueil des migrants illégaux qui déferlent sur le continent. Le Premier ministre tchèque, Bohuslav Sobotka, a précisé ses vœux: le pays est prêt à accueillir des réfugiés mais sur une base volontaire, pas dans le cadre des diktats de Bruxelles. «*Par le passé, nous avons accepté des réfugiés sur une base volontaire, en nous appuyant sur les règles de Schengen et sur notre propre législation et nous entendons poursuivre de la sorte. Nous voulons que le gouvernement soit le seul à décider qui il accepte et quand, et le seul à évaluer les risques que cela implique en termes de sécurité et de déstabilisation sociale. Nous ne voulons pas d'un système automatique introduit au niveau européen qui décide pour nous mais sans nous*», a précisé le chef du gouvernement.

En attendant, le ministère de l'Intérieur examine les options pour instaurer des contrôles plus stricts aux frontières. D'ores et déjà, l'intensification des contrôles a permis de constater la forte hausse de l'afflux de migrants qui arrivent dans le pays *via* l'Autriche, en provenance d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie. En quelques mois, leur nombre aurait triplé et, au cours d'une seule semaine en juin, la police tchèque aurait intercepté 96 migrants illégaux, venant essentiellement d'Afghanistan et de Syrie. Même si la République tchèque n'est pas un pays de destination mais de transit, les autorités craignent l'intensification de ces mouvements. C'est pourquoi elles n'excluent pas de réintroduire des contrôles sur l'ensemble des frontières.

Cette option ne va pas sans soulever des débats, pour des raisons à la fois financières et de conformité avec les règles de Schengen qui autorisent la libre circulation des biens, des informations, de l'argent mais aussi des hommes. Autant dire que, si Prague poursuit son projet, il va lui falloir négocier avec ses partenaires de l'UE. Le ministre tchèque de l'Intérieur, Milan Chovanec, a en effet rappelé qu'une réintroduction des contrôles frontaliers ne peut se faire, dans le cadre des accords de Schengen, qu'à titre provisoire (pour un mois au maximum).

Le Premier ministre, de son côté, a émis le souhait d'atteindre une position commune au sein du groupe de Visegrád, avec les partenaires polonais, hongrois et slovaques. Selon ses dires, les quatre pays pourraient faire une déclaration commune rejetant les quotas du Conseil européen. Et de conclure qu'il ne faut pas y voir une manifestation d'égoïsme: la République tchèque est prête, en effet, à aider financièrement les pays les plus concernés par cet afflux de populations, et à fournir son expertise.

date créée
26/10/2015
Champs de Méta